

Jean qui trime, Jean qui gagne

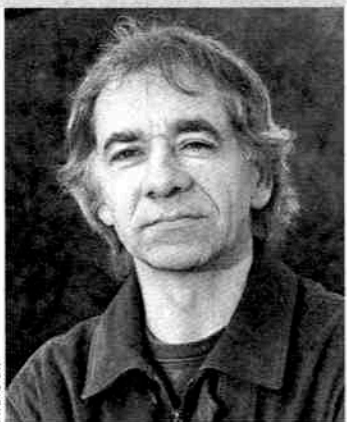


PHOTO DE

Croissez et multipliez. C'est le nouveau slogan du Conseil fédéral issu du rapport sur la « politique de croissance » pour les années 2012 à 2015 publié en juin. Sous ce label productiviste, le gouvernement propose treize mesures de réforme économique permettant d'« accroître la prospérité à long terme ». Elles devraient se déployer sur le marché intérieur pour y favoriser des gains de productivité, par l'approfondissement des mécanismes de concurrence. Tout un programme !

Seul problème relevé par le rapport, le niveau de productivité en Suisse est important, parmi les plus hauts de la planète, et son rythme de croissance n'est pas meilleur que la moyenne des pays industrialisés avancés. L'intensité du travail étant déjà forte, chaque progrès est relativement minime et coûte cher. Spontanément, l'économie intérieure avait trouvé la solution en augmentant la quantité de personnes en emploi afin de multiplier d'autant les gains de productivité unitaires. Mais là encore, il y a un souci, le taux de participation au marché du travail helvétique figure déjà en tête du palmarès européen.

D'où l'obstination à (re)mettre au boulot toutes les forces qui peuvent servir. Vu sous cet angle, la coupe des droits au chômage vise à renforcer la machine productive et le slogan « la réintégration prime la rente » cher aux révisions de l'assurance-invalidité se révèle un auxiliaire actif de la politique de croissance. De même, la création de places d'accueil pour la petite enfance permettra aux mères de

rejoindre rapidement un poste de travail pour accroître la productivité, comme le report de l'âge de la retraite sera un moyen de procurer quelque profit supplémentaire sur une, deux ou trois années de plus. Même la réduction de la durée du service militaire s'avère favorable à l'économie, qui peut alors faire trimer les petits soldats pour son propre compte. Et que dire encore de la « libre circulation des gains de productivité », laquelle permet un afflux de forces vives en Suisse pour améliorer les bénéfices des entreprises.

Car la croissance défendue par le Conseil fédéral n'inclut pas l'amélioration de la situation des travailleurs l'ayant produite. La hausse de productivité profite en effet avant tout aux employeurs, puisque la majeure partie de la valeur ajoutée créée est captée par le capital et les actionnaires au détriment des salariés. « Travailler plus pour gagner plus », assénait un ex-président français. Sauf que dans la politique de croissance fédérale, ceux qui travaillent davantage et ceux qui encaissent toujours plus ne sont pas les mêmes. Mais peut-être qu'il sera bientôt possible de voter un autre programme d'avenir, en limitant les rémunérations abusives d'un côté et en prescrivant un salaire minimum de l'autre.